



ISRAËL ET LE DOSSIER NUCLEAIRE IRANIEN : LES LIMITES DE L'OPTION MILITAIRE

Alain Dieckhoff*

A la fin du mois d'octobre, l'éditorialiste Nahum Barnéa, généralement bien informé, écrivait que le tandem Netanyahu-Barak était favorable à l'idée de lancer une frappe sur le nucléaire iranien. Bien que le Premier ministre et son ministre de la Défense aient pris soin de préciser qu'aucune décision n'était prise, un débat public extrêmement vif démarra aussitôt en Israël et au-delà. L'avertissement du président israélien Shimon Peres selon lequel une attaque contre l'Iran était de plus en plus vraisemblable ne pouvait qu'accélérer la crainte qu'une nouvelle guerre régionale ne soit proche.

La résurgence de la "question nucléaire iranienne" doit évidemment être comprise à la lumière du nouveau rapport de l'AIEA qui a établi, pour la première fois de façon aussi nette, que l'Iran travaille sans relâche au développement de l'arme atomique. Que faire face à cette perspective ?

Le moyen le plus sûr d'écartier l'option militaire contre l'Iran serait évidemment que ce pays consente aux mesures de transparence que l'AIEA exige de lui depuis des années ou qu'il mette en œuvre des « mesures d'établissement de la confiance ». Hélas, il n'y a guère de raison de penser que Téhéran accepte aujourd'hui ce qu'il a refusé hier.

Restent donc deux voies possibles. La première consiste en un renforcement des sanctions, faisant suite aux quatre premiers volets mis en place depuis 2006. Ce scénario a les faveurs de la communauté internationale car il permettrait de renforcer la pression sur Téhéran en évitant l'inévitable risque de déstabilisation dont toute intervention militaire serait grosse. Le problème majeur tient au fait qu'une telle consolidation multilatérale des sanctions est fortement hypothétique, la Russie et la Chine y étant défavorables. Rien n'empêcherait bien entendu les Etats occidentaux d'adopter des sanctions de leur propre chef, mais leur portée serait inévitablement plus limitée et leur capacité à « faire plier l'Iran », pour reprendre les mots d'Alain Juppé, paraît fort hypothétique.

La seconde voie est, précisément, celle qui a brusquement ressurgi avec le récent débat public : une attaque préventive menée contre l'Iran. Si, en théorie les Occidentaux n'ont jamais récusé cette option, c'est Israël qui, depuis 2006, l'a le plus systématiquement invoquée...sans que pour autant elle ne se matérialise jusqu'à aujourd'hui. D'abord pour des raisons logistiques. Contrairement à l'attaque contre le réacteur nucléaire d'Osirak (juin 1981) qui avait durablement compromis le programme irakien, des frappes israéliennes en Iran auraient une efficacité bien plus réduite du fait de la dispersion des sites et de la protection dont ils bénéficient. En outre, étant donné l'éloignement de l'Iran, elles seraient, techniquement, assez complexes à réaliser. Au mieux, selon l'avis de nombreux experts, Israël ne parviendrait qu'à entraver temporairement le programme iranien alors que le prix à payer par Israël et pour la stabilité de la région serait énorme. Ce risque de déstabilisation générale est la seconde raison qui a incité jusqu'à présent les décideurs israéliens à la prudence. Contrairement à l'Irak en 1981, l'Iran possède des capacités de riposte : les missiles Shahab 3, d'une portée de 1300 km, peuvent atteindre le territoire israélien. En outre, l'Iran dispose par l'intermédiaire du Hezbollah d'une force capable de bombarder le nord du pays. Sans doute, dans une telle hypothèse, Israël détient des moyens à la fois de se protéger (avec le missile anti-balistique Arrow) et d'effectuer une seconde frappe de

représailles, y compris avec des ogives nucléaires, mais ces effets en chaîne auraient inévitablement de dangereuses conséquences, hautement imprévisibles.

La mise en œuvre de l'option militaire continue donc de poser de sérieux problèmes, ce qui explique d'ailleurs que les responsables des services de sécurité israéliens continuent d'être défavorables à cette perspective. Dans la pratique, il faut reconnaître qu'Israël a accepté, au fil des années, de repousser des « lignes rouges » qu'il avait auparavant considérées comme infranchissables. Ainsi, l'Iran a progressivement amélioré ses capacités d'enrichissement d'uranium sans qu'Israël ne réagisse.

Israël maintient certes une ambiguïté sur ses intentions, ce qui n'a rien d'étonnant. Ainsi, lors de la visite en Israël du secrétaire américain à la Défense, Léon Panetta, ni Netanyahu, ni Barak n'ont pris l'engagement qu'Israël n'entreprendra d'action militaire en Iran qu'en la coordonnant avec les Etats-Unis. De plus, afin de renforcer la crédibilité de l'option militaire Israël a obtenu la livraison, par les Etats-Unis, de cinquante-cinq bombes GBU-28 capables de détruire des sites militaires souterrains. Ses capacités d'action s'en trouvent indéniablement renforcées, mais cela n'implique pas pour autant qu'une attaque soit imminente. Le renouveau du débat public sur des raids contre l'Iran ne doit pas masquer le fait qu'Israël devra peut-être, un jour, comme d'autres Etats de la région emprunter une troisième voie, aujourd'hui impensable : se résigner à la nucléarisation d'un Iran qui sanctuariserait durablement son régime.

***Alain Dieckhoff, Directeur de recherche CNRS, Ceri –Sciences Po, vient de publier
Le conflit israélo-arabe, Armand Colin, 2011, 182 p.**